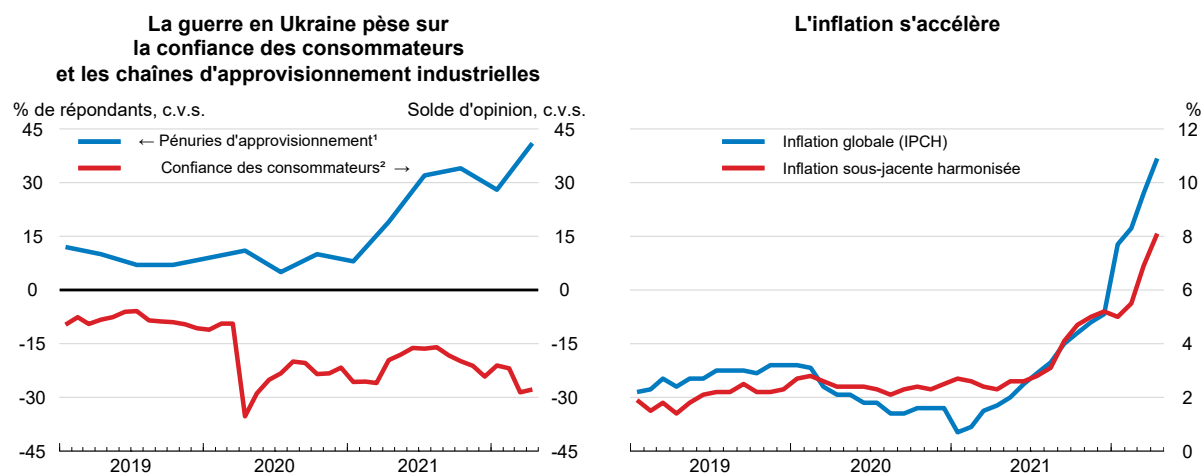


République slovaque

L'économie slovaque devrait croître au rythme de 2.3 % en 2022 puis de 3.4 % en 2023. L'inflation élevée ainsi que l'incertitude imputable à la guerre à laquelle est en proie l'Ukraine voisine pèseront sur la demande intérieure pendant une bonne partie de l'année 2023. La guerre aggrave aussi les pénuries d'approvisionnement industriel et affaiblit les exportations. La croissance se raffermira partiellement en 2023, en raison du dynamisme des investissements financés par l'Union européenne (UE) et d'un redressement progressif des exportations. Les principaux risques à la baisse résident notamment dans une guerre prolongée en Ukraine et des perturbations des approvisionnements énergétiques, qui auraient des effets très négatifs sur la croissance et l'inflation.

Les mesures visant à aider les ménages vulnérables à faire face aux prix élevés de l'énergie et des produits alimentaires devraient être temporaires et ciblées. Une accélération des investissements publics dans des projets liés à l'énergie réduirait la dépendance de la République slovaque à l'égard du pétrole et du gaz russes et faciliterait la transition écologique. L'adoption récente de plafonds de dépenses publiques contribuera à assurer la viabilité des finances publiques, étant donné le vieillissement rapide de la population.

République slovaque



1. Indicateur du climat économique, confiance des entreprises industrielles, questions trimestrielles, facteurs limitant la production : pénuries d'équipements.

2. Indicateur du climat économique, confiance des consommateurs.

Source : Banque nationale de Slovaquie (NBS, Národná banka Slovenska) ; Commission européenne ; et OCDE, base de données des Principaux indicateurs économiques.

StatLink  <https://stat.link/r/pnjs>

République slovaque : Demande, production et prix

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
République slovaque						
PIB aux prix du marché	89.4	2.6	-4.4	3.0	2.3	3.4
Consommation privée	50.4	2.7	-1.5	1.4	1.7	0.5
Consommation publique	16.7	4.6	0.9	1.9	-0.2	0.1
Formation brute de capital fixe	18.8	6.7	-11.6	0.6	13.9	15.0
Demande intérieure finale	85.9	3.9	-3.2	1.3	3.6	3.5
Variation des stocks ¹	2.0	0.0	-2.2	2.4	-0.6	0.0
Demande intérieure totale	87.8	3.9	-5.1	3.8	2.9	3.4
Exportations de biens et services	86.0	0.8	-7.4	10.2	1.0	4.3
Importations de biens et services	84.5	2.1	-8.4	11.1	1.7	4.3
Exportations nettes ¹	1.6	-1.2	0.9	-0.6	-0.6	-0.2
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	2.5	2.4	2.4	7.9	8.4
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	2.8	2.0	2.8	10.8	10.1
IPCH sous-jacent ²	—	2.0	2.4	3.3	7.1	7.3
Taux de chômage (% de la population active)	—	5.8	6.7	6.8	6.7	6.4
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	4.1	5.1	5.4	3.4	2.4
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-1.3	-5.5	-6.2	-4.5	-2.4
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	63.4	79.3	81.7	81.3	78.2
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ³ (% du PIB)	—	48.1	59.7	63.1	62.7	59.6
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-3.4	0.1	-2.0	-4.7	-4.3

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors alimentation, énergie, alcool et tabac.

3. Selon la définition de Maastricht, la dette des administrations publiques comprend uniquement les crédits, les titres de créance et les numéraires et dépôts, la dette étant exprimée en valeur nominale et non à sa valeur de marché.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 111.

StatLink  <https://stat.link/hb714j>

L'économie est confrontée à de fortes difficultés

Les perturbations économiques provoquées par la vague Omicron ont été modérées malgré une envolée des taux de contamination, et les restrictions qui subsistaient ont été levées en mars. L'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) augmente depuis plus d'un an et s'est établie à 11.8 % en mai. La hausse des prix est particulièrement forte pour les des produits alimentaires et l'énergie, mais les tensions inflationnistes sont devenues de plus en plus généralisées, si bien que l'inflation sous-jacente a atteint 8.1 % en avril. La confiance des consommateurs, qui fléchissait déjà sur fond de montée de l'inflation, a encore reculé après le début de la guerre en Ukraine. La persistance de pénuries d'approvisionnement dans les secteurs exportateurs et la forte hausse des prix à l'importation ont transformé l'excédent commercial annuel en déficit en mars. Le taux de chômage déclaré mensuel est pratiquement stable depuis six mois et reste supérieur de près de 2 points de pourcentage à son niveau d'avant la pandémie.

La guerre a renforcé les difficultés déjà existantes sur l'économie. La production industrielle a diminué dès le mois de février. Au moins deux usines automobiles ont dû temporairement suspendre leur production en mars et avril du fait de pénuries de composants en provenance d'Ukraine, qui se sont ajoutées aux perturbations persistantes des chaînes mondiales d'approvisionnement en semi-conducteurs. La République slovaque est extrêmement dépendante de l'approvisionnement en pétrole et en gaz russes, dans la mesure où les principaux

gazoducs de ces deux hydrocarbures proviennent de Russie et traversent l'Ukraine. Environ 78 000 réfugiés originaires d'Ukraine (ce qui équivaut à 1.5 % de la population slovaque) ont demandé à bénéficier du statut de protection temporaire en République slovaque, et quelque 10 % d'entre eux avaient trouvé un emploi en mai 2022. Les arrivées de réfugiés ont temporairement accru les recettes des services d'hébergement, surtout dans les régions orientales. Ces réfugiés sont en majorité des enfants et des femmes.

Des mesures budgétaires sont prises pour faire face à la guerre et à l'augmentation du coût de la vie

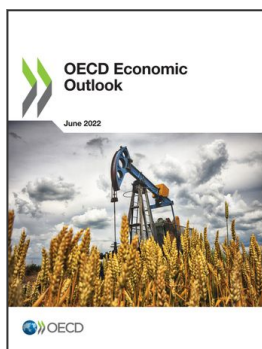
Un gel nominal des prix de l'électricité facturés aux ménages jusqu'en 2024 a été négocié avec le principal fournisseur. Le Parlement a approuvé un train de mesures destinées à atténuer l'augmentation du coût de la vie, dont le coût budgétaire est estimé aux alentours de 0.3 % du PIB en 2022 et de 1 % du produit intérieur brut en 2023. Une partie de ces dispositions (représentant 0.1 % du PIB) correspond à des versements ponctuels ciblés, mais l'essentiel de ce train de mesures consiste en des augmentations pérennes de transferts destinés aux familles, tels que les allocations et crédits d'impôt pour enfant à charge. Le démantèlement progressif des mesures adoptées en raison de la pandémie se poursuit en 2022. Les projections reposent sur l'hypothèse que l'orientation de la politique budgétaire sera légèrement restrictive en 2022 et, conformément au dernier programme de stabilité, que l'assainissement structurel montera en régime en 2023. Les coûts liés à l'accueil des réfugiés (0.4 % du PIB) sont en grande partie couverts par la Commission européenne. Les fonds provenant de la facilité de l'UE pour la reprise et la résilience, qui représentent environ 1.4 % du PIB par an au cours de la période 2022-25, stimuleront l'investissement public. En outre, la République slovaque a jusqu'à la fin de 2023 pour puiser dans les financements auxquels elle a encore droit au titre de la politique de cohésion de l'UE pour la période 2014-20, dont environ la moitié (ce qui représente approximativement 7 % du PIB) n'a pas encore été utilisée.

La guerre pèse sur la reprise

La croissance devrait ralentir en 2022, sachant que la guerre en Ukraine renforce une inflation déjà élevée en tirant vers le haut les prix de l'énergie et des produits alimentaires, ce qui pèse sur le revenu disponible des ménages et sur la consommation privée. La croissance des exportations ralentira, en raison du fléchissement de la demande extérieure et de l'intensification des perturbations des chaînes d'approvisionnement dans les secteurs manufacturiers à forte intensité d'exportation, surtout dans le secteur automobile. La croissance se raffermira en 2023, essentiellement du fait du dynamisme de l'investissement, tiré par l'absorption des fonds de l'UE. L'inflation restera à deux chiffres tout au long de l'année 2022 et ne reculera que légèrement en 2023. En effet, les tensions extérieures sur les prix se dissiperont, mais la répercussion différée des prix actuellement élevés de l'énergie sur les tarifs réglementés du chauffage et du gaz maintiendra l'inflation à un haut niveau. Le principal risque à la baisse réside dans une guerre prolongée en Ukraine, qui mettrait en péril le redressement progressif de la consommation et des exportations en 2023. Même si les importations slovaques de pétrole russe sont actuellement exemptées de l'embargo adopté par l'UE, des perturbations des approvisionnements en pétrole et en gaz russes se traduiraient par des pénuries d'énergie. En outre, la République slovaque est exposée à de futures vagues de COVID-19, compte tenu du faible taux de vaccination de sa population. Une suspension prolongée d'activités économiques en Chine pourrait aussi intensifier les perturbations des approvisionnements. À l'inverse, une intégration plus poussée des réfugiés ukrainiens sur le marché du travail se traduirait par une croissance plus dynamique.

Les mesures de soutien budgétaire devraient être ciblées sur les ménages vulnérables et les investissements afin de faciliter la transition écologique

Les aides budgétaires octroyées aux ménages devraient être mieux ciblées sur les ménages les plus vulnérables, de manière à ne pas accentuer les tensions existantes sur les prix. La plupart des mesures récemment adoptées sont pérennes et doivent être financées de manière durable, afin de ne pas mettre en péril la viabilité budgétaire à long terme. Il faudrait faciliter l'intégration sur le marché du travail des réfugiés ukrainiens qui sont désireux et en mesure de travailler, par exemple en leur proposant des cours de langue et des services de garde d'enfants. Le plan de relance prévoit des investissements considérables dans la transition énergétique, qui amélioreront la sécurité énergétique et réduiront l'intensité carbone. L'investissement dans ces domaines devrait être accéléré. Un renforcement de la gouvernance des investissements et marchés publics contribuerait à accélérer l'absorption par la République slovaque des fonds de l'UE, caractérisée par une lenteur chronique, et faciliterait la réalisation en temps voulu des projets d'investissement. Des réformes structurelles de la formation et d'autres politiques actives du marché du travail faciliteraient le redéploiement de la main-d'œuvre pendant la transition écologique.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/62d0ca31-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « République slovaque », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/028574d4-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.